

## La région va encore tenter de trouver une solution à la crise burundaise

RFI, 06-07-2015 Burundi : un nouveau sommet à Dar es Salaam pour dénouer la crise Un troisième sommet sur la crise burundaise se tient ce lundi à Dar es Salaam en Tanzanie à l'initiative des Etats d'Afrique de l'Est (EAC). Le principal intéressé, le président Pierre Nkurunziza, ne devrait pas y participer si l'on en croit son programme de meetings électoraux. Ses homologues de la région vont encore tenter de trouver une solution.

Le président de l'Afrique de l'Est, il y a un peu plus d'un mois, avait fait trois recommandations au gouvernement burundais : repousser les élections, désarmer les milices et entamer un dialogue avec l'opposition. On connaît la suite : les élections locales provinciales, la présidentielle déjà bien lancée, l'absence de dialogue et toujours la violence. La accusation du médiateur de l'ONU Abdoulaye Bathily dimanche renforce encore cette impression de fuite en avant. Il y a une certaine exaspération dans les pays voisins et il y a surtout la crainte de voir cette crise s'étendre et menacer la paix au-delà des frontières du Burundi. Déjà l'afflux de réfugiés pose des défis sécuritaires et sanitaires en Tanzanie avec l'apparition du choléra. Les chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est vont-ils cette fois émettre un message ferme ? Et surtout, sauront-ils parler d'une même voix ? On dit le président tanzanien Jakaya Kikwete plus conciliant vis-à-vis de Pierre Nkurunziza que d'autres comme le président rwandais Paul Kagame. L'opposition en nombre au sommet Le président Pierre Nkurunziza ne sera a priori pas présent à Dar es Salaam. En revanche l'opposition s'est déplacée en nombre. L'opposant Jean Minani, candidat à la présidentielle, est en Tanzanie. Pour lui, il est temps de passer aux sanctions. « Ce sommet devra constater que le gouvernement Nkurunziza n'a rien fait, ne veut rien entendre et qu'il faut donc commencer à prendre des sanctions, estime-t-il. Il faut envoyer rapidement des experts militaires pour aider à désarmer la milice Imbonerakure. Mais il faut aussi envoyer en grand nombre des experts d'observation des droits de l'homme et prendre des sanctions personnelles contre Nkurunziza, contre le gouvernement. Et dire clairement que s'il se fait à l'encontre, son gouvernement ne sera pas reconnu et qu'il y aura gel de toutes les aides qui étaient versées au gouvernement burundais. » De son côté, l'ancien président burundais Domitien Ndayizeye mise beaucoup sur le poids des institutions africaines. « Est-ce que la communauté est-africaine a un mot à dire sur ses membres ? Est-ce que l'Union africaine a un mot à dire sur ses membres ? Il faut que ces organisations fassent valoir leur valeur. » déclare Domitien Ndayizeye, opposant et ancien président du Burundi